

LE PLAN DE QUATRE ANS ET LA CLASSE OUVRIÈRE...

En même temps que tous les moyens de propagande officiels sont mis en branle pour soutenir la campagne gouvernementale en faveur de la baisse de 5%, d'autres mesures, moins spectaculaires mais plus grosses de conséquences pour les travailleurs, ont été décriées par le ministère Blum, et seront certainement appliquées par ses successeurs éventuels.

Il s'agit d'abord des crédits militaires consacrés à la campagne de reconquête de l'Indochine: crédits se chiffant à plusieurs milliards, entraînant l'utilisation des devises étrangères que nos autorités détiennent encore, et annulant en grande partie tous les projets d'économies bruyamment décrétés par Philip.

Il est question également de la mise en train du plan Monnet, qu'on nous présente comme destiné à doter la France d'un outillage industriel moderne, pour réorganiser les secteurs économiques les plus importants, et rationaliser la vie productive du pays il s'agit en réalité de mettre à la disposition du capitalisme français, par une plus longue semaine de travail et l'apport d'une main d'œuvre immigrée (prisonniers allemands compris), un prolétariat plus servile et plus nombreux.

Il faut se débarrasser d'une illusion entretenue tenacement par les partis ouvriers officiels. Illusion, de croire que l'affaiblissement de la classe patronale entraîne automatiquement le renforcement de la puissance ouvrière et lui apporte un mieux être. Sur le patronat chancelant, se dessine l'ascension du capitalisme étatisé par la techno-bureaucratie, l'ascension du capitalisme totalitaire.

Ainsi, dans la question des salaires et des prix («*CYCLE INFERNAL QUI ENTRAINÉ L'INFLATION*» pour parler comme les rédacteurs des feuilles financières) intervient l'arbitrage intéressé des nouveaux pouvoirs. Le prolétariat en luttant pour une augmentation de salaires qui maintiendrait intact le pouvoir d'achat réel de son heure de travail, défend ses intérêts immédiats. En augmentant ses prix, le patron défend les siens. L'État, représentant à la fois la tradition d'autorité et d'oppression, l'intérêt supérieur bourgeois, MAIS AUSAISI LES ÉLÉMENTS D'UNE CLASSE NOUVELLE DE HAUTS FONCTIONNAIRES ET DE TECHNICIENS, prend de plus en plus souvent des mesures rognant les privilèges des possédants individuels; mais ce n'est nullement pour alléger le sort des prolétaires! Bien au contraire, c'est pour mieux drainer les bénéfices réalisés sur le travail des ouvriers et les consacrer à la refonte «*nationale*» d'une France mi-patronale mi-étatisée, dont on condamne le désordre bourgeois, le considérant comme périmé au nom d'un véritable national-socialisme.

Sur le plan international (et quelle meilleure preuve pouvons-nous en avoir que l'affaire d'Indochine?) l'État tente d'éliminer la concurrence intérieure, qui affaiblissait la position extérieure de la France, tente de défendre les intérêts nationaux, - différents des intérêts patronaux, mais différents aussi des intérêts ouvriers, - pour se livrer à la concurrence internationale dans de meilleures conditions.

Faut-il donc que les travailleurs, et leurs organisations syndicales, acceptent de soutenir les plans gouvernementaux? Approuvés par tous les partis et toutes les confédérations d'intérêts agricoles et patronales (la réunion du *Conseil du Plan* tenue le 7 janvier l'indique clairement), ces mesures entraîneront pour les ouvriers un labeur accru. Les prolétaires vont-ils se plier devant le contrôle strict de l'État et l'escroquerie facile de l'intérêt général? Ou bien se considèrent ils comme majeurs, autonomes, en ce qui concerne leurs intérêts, leurs moyens de lutte et leurs buts?

L'expérience technocratique russe a entraîné, après 30 ans de dictature absolue, une oppression et une misère insoutenables, profondes au point que le recul russe dans le domaine international en est la consé-

quence; les expériences de redressement national sous les auspices des partis socialistes, en Allemagne, en Belgique, en Angleterre, se soldent par une exploitation de plus en plus forte des travailleurs, l'État devenant à la fois policier et patron.

Militants ouvriers, délaissez les propagandes faciles et conservez la tête froide. Comparez le pouvoir d'achat arraché en 1936 à celui de 1947. Rappelez-vous qui paie les guerres coloniales et qui en profite. Souvenez-vous des expériences d'union nationale et souvenez-vous de ceux qui en furent les victimes.

Et dites-vous que, s'il y a une lutte à mener, c'est celle qui permet d'augmenter le patrimoine de liberté et des pouvoirs ouvriers, jamais celle qui consiste à participer à l'union nationale, à travailler dur en ayant le droit de se taire pour que l'État soit fort et l'Empire puisse se relever. Exigez les 5%, mais luttiez pour augmenter vos salaires jusqu'à un niveau décent. Ne dites merci à personne, sinon à votre action et à votre solidarité.

On voudrait faire de la France un État fort. La force d'un État ne peut se baser que sur la faiblesse de ses sujets métropolitains ou coloniaux.

Montrez à vos dirigeants que le temps des Pharaons et des Pyramides est passé.

Santiago PARANE,
(Charles CORTVRINT, dit Louis MERCIER-VEGA, dit...)
